

Agenda des Nations Unies pour la nutrition au Tchad (2018-2021)



Réduction de la malnutrition sous toutes ses formes

Sommaire

Figures.....	ii
Liste des abréviations.....	iii
Introduction	1
I –Situation nutritionnelle :	2
II– Gouvernance de la nutrition :	4
III – Réponses du gouvernement du Tchad :	6
IV – Soutien actuel des Agence UN:	9
V – Vision des Agences NU :	12
VI – Se tourner vers l’avenir :	13
VII - Mesurer les succès obtenus :	17
VIII - Annexes à l’Agenda :	19
Références bibliographiques	22

Figures

Figure 1 : mesure anthropométrique d'un enfant en milieu pastoral, Tchad	1
Figure 2 : Evolution des données des enquêtes nationales de 1997 à 2017	2
Figure 3 : Dispositif de la Gouvernance de la nutrition au Tchad	5
Figure 4 : jardin potager des femmes de Banda, 2017 (photo Bechir ARSADD 2017). Error! Bookmark not defined.	
Figure 5 : Les axes stratégiques de l'UNDAF et les effets	10
Figure 6 : Intervention conjuguée des Agences des Nations Unies (PAM, UNICEF, OMS) au Guéra ...	11
Figure 7 : Domaines thématiques appuyé par les Agences NU (inventaire NU, REACH 2016)	19
Figure 8 : Concentration des Agences NU dans les différentes Régions (inventaire NU, REACH 2016)	20

Liste des abréviations

ACC/SCN	Administrative Committee on Coordination/Subcommittee on Nutrition
AGIR	Alliance globale pour l'Initiative Résilience
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AMS	Assemblée Mondiale de la Santé
BM	Banque Mondiale
CNNA	Conseil National de Nutrition et d'Alimentation
CRNA	Comité Régional pour la Nutrition et l'Alimentation
CTPNA	Comité Technique Permanent de la Nutrition et de l'Alimentation
DNTA	Direction de la Nutrition et de Technologie Alimentaire
EDS/MICS	Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples
EFSA	Emergency Food Security Assessment
ENSA	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
MAG	Malnutrition Aigüe Globale
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
MEPD	Ministère de l'Economie du Plan et du Développement
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MSP	Ministère de la Santé
NU	Nations Unies
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OSC	Organisations de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAINA	Plan Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation
PND	Plan National de Développement
PNNA	Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
REACH	Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition

SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition
SNU	Système des Nations Unies
SUN	Scaling Up Nutrition
UNGNA	Agenda Mondial des Nations Unies pour la Nutrition
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Introduction

L'agenda des Nations Unies pour la nutrition constitue un document d'orientation sur les objectifs nutritionnels définis par toutes les Agences des Nations Unies opérant au Tchad dans le cadre de l'UNDAF (2017-2021), de la Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation du Tchad (2014-2025) et des Objectifs de Développement Durable d'ici 2030.

Il vise à présenter une vision commune des Agences des Nations Unies qui interviennent dans le domaine de la nutrition à travers : i) l'identification des opportunités stratégiques afin d'améliorer l'impact des actions communes des Agences UN en matière de nutrition ; ii) la description des moyens employés par le Système des Nations Unies pour soutenir les efforts déployés par le Gouvernement en faveur de la nutrition et enfin iii) l'identification des besoins auxquels il faut encore répondre et/ou auxquels il serait possible de répondre de façon plus efficace et efficiente.

Cet agenda est l'œuvre des Agences des Nations Unies qui interviennent dans le domaine de la nutrition de manière spécifique et sensible. Il s'agit particulièrement des Agences membres du Réseau NU pour le SUN au Tchad à savoir : la FAO, l'OMS, le PAM, l'UNFPA et l'UNICEF avec la facilitation du REACH.



Figure 1 : mesure anthropométrique d'un enfant

I –Situation nutritionnelle :

La population tchadienne est estimée à 14 267 649 en 2017 et selon les projections du recensement de 2009, elle atteindrait 40 millions en 2050. Elle est à majorité composée de jeune, en effet, 49,3% de la population Tchadienne ont moins de 18 ans. Les femmes représentant 50,7% de cette population. Cette population vit une situation alimentaire et nutritionnelle précaire. Dans la bande sahélienne, 45% (environ 2 millions) de la population est en insécurité alimentaire dont 9% (environ 400 000) en insécurité alimentaire sévère (EFSA, 2016).

La malnutrition constitue un des problèmes majeurs de Santé Publique au Tchad et particulièrement dans sa bande sahélienne.

La malnutrition constitue un des problèmes majeurs de Santé Publique au Tchad. En dépit des efforts déployés par le Gouvernement, les Agences du Système des Nations Unies et les autres partenaires humanitaires et de développement pour réduire l'ampleur de la malnutrition, on note une persistance du phénomène. La conséquence la plus drastique est que l'on note des taux de mortalité qui sont parmi les plus élevés de la région, environ un (1) tchadien sur 7 meurt avant l'âge de 5 ans (BM, 2016) et plus de 322 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère (UNICEF, 2016). Selon les résultats de la dernière enquête nutritionnelle (SMART, 2017), le taux de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) au niveau national est de 13,9% [13,2 - 14,7], avec la prévalence de malnutrition chronique qui reste élevée, 32,4% [31,2 - 33,7]. C'est une situation globalement sérieuse et critique par endroits selon les seuils de l'OMS.

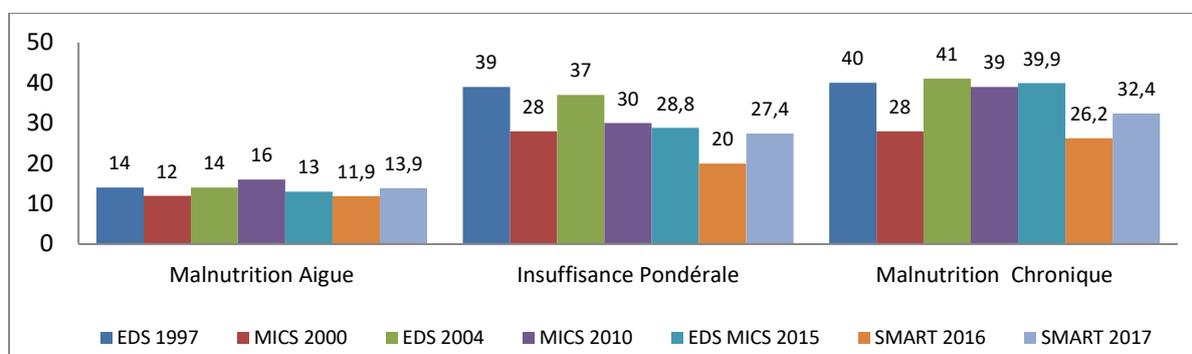


Figure 2 : Evolution des données des enquêtes nationales de 1997 à 2017

Les autres indicateurs de santé et de nutrition ne sont pas aussi rassurants. Le taux d'anémie chez les enfants de 6 à 59 mois est de 76%, et 52% chez les femmes de 14-59 ans. La carence en vitamine A chez les enfants en âge préscolaire est de 50%, et celle en iode est de 29% chez les enfants de même tranche d'âge.

Le taux de mortalité maternelle chez les femmes de 15-49 ans est de 860 décès pour 100 000 naissances vivantes. Selon l'EDS-MICS (2014-2015), les décès maternels représentent 45 % de tous les décès de femmes de 15-49 ans.

Les indicateurs de soins de santé maternelle et infantile qui reflètent l'état sanitaire du pays restent encore faibles malgré les efforts. A titre illustratif, les 3 visites prénatales des femmes enceintes sont de 31%, la vaccination contre le tétanos est à 55,7%, les enfants complètement vaccinés ne sont que 17,3% (EDS-MICS, 2014-2015). Le taux des accouchements assistés dans un établissement sanitaire est de 22% et le taux de prévalence contraceptive moderne de 5%.

Ainsi le tableau des indicateurs de nutrition et de santé reste sombre. Cependant, parmi toutes les différentes formes de la malnutrition, le retard de croissance est la forme qui a le plus d'impact négatif sur le développement du pays. Il se manifeste de manière très précoce, dès la période intra-utérine et perdure pendant la phase cruciale de développement de l'enfant, à savoir jusqu'à 24 mois « fenêtre d'opportunité des 1000 jours » selon les Séries « The Lancet » 2008 et 2013. De nos jours, il est clairement établi que le retard de croissance pendant cette période critique est responsable de dommages irréversibles sur les capacités physiques et cognitives des enfants et donc de facto, sur celles des adultes qu'ils deviendront. Cette forme de malnutrition, moins visible que l'émaciation, cause des dégâts aussi considérables.

Au Tchad, les pertes totales associées à la sous-nutrition sont estimées à 575 500 000 000 de FCFA soit \$ 1 166 000 000 USA. Ces pertes correspondent à 9,5% du PIB. L'élément le plus important dans ces coûts est la perte de productivité potentielle en raison de la mortalité associée à la sous-nutrition (Coût de la Faim, 2015-2016).

Parmi les causes de la malnutrition, on peut citer d'une part l'inadéquation du régime alimentaire des jeunes enfants. Ce qui comprend l'initiation à l'allaitement dès les premières heures de la naissance, la pratique de l'allaitement maternelle jusqu'à 6 mois et l'introduction d'une alimentation complémentaire adaptée à partir de 6 mois. Et d'autre part, les pathologies infantiles récurrentes comme la diarrhée, le paludisme et la pneumonie constituent également l'une des causes de la malnutrition chez les enfants. A cela s'ajoutent les causes sous-jacentes liées à l'insécurité alimentaire, aux mauvaises pratiques de soins, les grossesses très rapprochées des mères, à la qualité de l'eau et l'assainissement et à l'accès limité aux services sociaux de base sans oublier les causes profondes ou structurelles liées aux crises sociopolitiques, aux inégalités liées au genre, à la mauvaise gouvernance etc.

Pour faire face au lourd fardeau du retard de croissance et aux pics saisonniers récurrents de la malnutrition aigüe, combinée aux prévalences élevées des carences en micronutriments, il est essentiel de mettre en œuvre des interventions de nutrition spécifiques à impact prouvé et à grande échelle, qui vont adresser les causes directes de la malnutrition aussi bien dans les contextes d'urgence mais aussi et surtout des interventions à efficacité prouvée dans la prévention. La mise en œuvre de ces interventions exige une articulation intersectorielle pour s'assurer que tous les aspects relatifs aux causes directes et sous-jacentes de la malnutrition soient pris en compte dans les politiques de développement, les politiques sectorielles et les programmes nationaux. Cette articulation intersectorielle est le socle du développement de la nutrition dans les pays comme le Tchad.

II– Gouvernance de la nutrition :

Le Tchad s'est doté d'une planification stratégique à long terme, la Vision 2030 qui ambitionne de faire du pays une Nation Emergente à l'horizon 2030. Ce projet de société visant à traduire les engagements du Gouvernement pour une transformation structurelle de la société a été décliné dans un premier Plan National de Développement (PND 2017-2021) en quatre axes stratégiques comme suit: i) le renforcement de l'unité nationale ; ii) le renforcement de la bonne gouvernance et d'un Etat de droit ; iii) le développement d'une économie forte et compétitive et ; iv) l'amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne.

Les orientations et interventions dans le domaine de la nutrition sont coordonnées par des instances dont le mécanisme de gouvernance est matérialisé dans un arrêté signé par le Premier Ministre : arrêté N°1352/PR/PM/2014. Il s'agit de : CNNA, CTPNA et de CRNA.

Parmi les autres documents d'orientation de politique générale en rapport avec la nutrition et l'alimentation élaborés par le Tchad on peut citer :

- Plan National de Développement 2017-2021 ;
- Plan national de l'investissement du secteur rural 2014-2020 ;
- Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation 2014-2025 ;
- Plan Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation 2017-2021 ;
- Politique Nationale de Santé 2016-2030 ;
- Plan National de Développement Sanitaire 2017-2021 ;
- Programme Nationale de Sécurité Alimentaire 2014-2020 ;
- Plan quinquennal de développement de l'agriculture 2013-2018 ;
- Plan National de développement de l'élevage 2008 ;
- Schéma directeur de l'eau et d'assainissement 2011 ;
- Politique d'Alimentation Scolaire 2017 ;
- Stratégie Nationale de protection sociale 2014-2018.

De tous ces documents, le Plan National de Développement (PND), la Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA) et le Plan Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation (PAINA) sont de loin les documents les plus inclusifs et multisectoriels dans le domaine de la nutrition et d'alimentation. De nos jours, en dehors de la Politique d'Alimentation Scolaire, tous les autres documents susmentionnés ont été déjà adoptés par le gouvernement du Tchad.

Les orientations et interventions dans le domaine de la nutrition sont coordonnées par des instances dont le mécanisme de gouvernance est matérialisé dans un arrêté signé par le Premier Ministre : arrêté N°1352/PR/PM/2014. Il s'agit du Conseil National de Nutrition et d'Alimentation (CNNA) qui est un forum de délibération, de consultation, d'orientation et de contrôle des grandes lignes de la PNNA. Le Comité Technique Permanent/Développement de Nutrition et d'Alimentation (CTPNA) est l'organe exécutif du CNNA. Il est composé de l'ensemble des secteurs impliqués dans le

domaine de la nutrition et de l'alimentation (public, privé, et société civile). Les partenaires au développement (bilatéraux et multilatéraux) sont également représentés. Il constitue la plateforme multisectorielle et enfin le Comité Régional pour la Nutrition et l'Alimentation (CRNA) joue le rôle du CTPNA au niveau régional et regroupe tous les départements sectoriels.

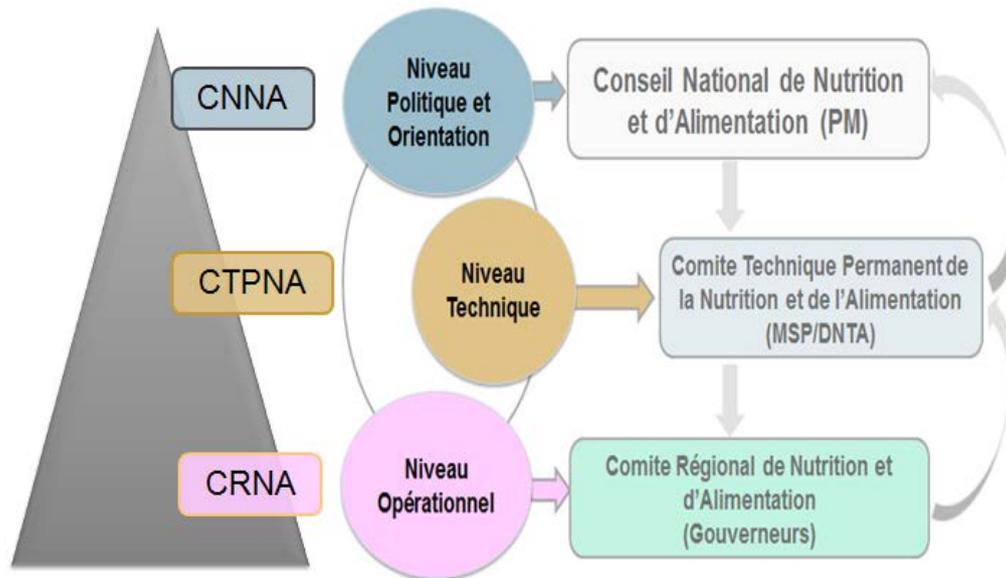


Figure3 : Dispositif de la Gouvernance de la nutrition au Tchad

Parmi les instances de coordination, on peut citer aussi le Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises (CASAGC) qui abrite le système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et l'Alerte Précoce (SISAAP). Cette instance intègre de plus en plus la nutrition avec le cadre harmonisé.

Il faut noter aussi qu'en période d'urgence, les Agence des Nations Unies actionnent la mise en place des clusters qui facilitent la coordination des actions humanitaire sur le terrain. La Nutrition s'intéresse particulièrement au Cluster Nutrition et au Cluster Sécurité Alimentaire et en plus à la coordination des urgences qui regroupe l'ensemble des clusters à savoir la nutrition, la Santé, la Sécurité Alimentaire, le WASH et l'Education.

III – Réponses du gouvernement du Tchad :

Afin de répondre au défi de la malnutrition auquel le pays est confronté depuis plusieurs décennies, le Tchad a adhéré aux initiatives et mouvements mondiaux à savoir : les initiatives REACH (Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition) et AGIR-Sahel (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience au Sahel), en 2012 et le Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) en 2013 qui œuvrent pour une meilleure intégration de la nutrition dans les programmes de développement et la mise à l'échelle des interventions nutritionnelles à haut impact.

La Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA) place la nutrition au centre de toutes les interventions sensibles et spécifiques.

Partant des dispositions énumérées dans les différents documents stratégiques à travers le Plan National de Développement 2017-2021, le Tchad se propose d'améliorer l'état nutritionnel de la population, notamment celui des femmes et des enfants comme suit (i) promouvoir les bonnes pratiques nutritionnelles et les mesures préventives ; (ii) renforcer la prise en charge de la malnutrition; (iii) rendre disponibles et accessibles les aliments nutritifs et diversifiés ; (iv) renforcer les capacités et la gouvernance du secteur ; (v) renforcer le contrôle sanitaire des aliments ; et (vi) renforcer la capacité des ménages à résister aux crises nutritionnelles. A ces activités s'ajoutent toutes les activités qui appuient la nutrition de manière sensible. Ceci est décliné comme suit : le développement des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'eau, de l'environnement, des mines et des énergies renouvelables permettra d'amorcer la transformation structurelle de l'économie nationale et d'assurer la souveraineté alimentaire.

En outre la Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA) place la nutrition au centre de toutes les interventions sensibles et spécifiques. Cinq (5) axes stratégiques programmatiques ont été définis. Il s'agit de : i) Nutrition dans le Système de Santé ; ii) Nutrition et Sécurité alimentaire; iii) Nutrition Communautaire ; iv) Nutrition dans le Système Educatif; v) Renforcement du cadre institutionnel.

Ces 5 axes stratégiques sont appuyés par 6 axes transversaux : i) Communication Pour le Développement (C4D) en faveur de la nutrition et l'alimentation ; ii) Développement des Capacités Nationales en matière de Nutrition et d'Alimentation ; iii) Elaboration et Application des Normes et Législations relatives à la Nutrition et à l'Alimentation ; iv) Système National de Surveillance de l'Alimentation et de la Nutrition ; v) Promotion de la Recherche Appliquée en matière de Nutrition et d'Alimentation ; vi) Partenariat avec la société civile.

Les interventions prioritaires pour répondre à la situation nutritionnelle du pays peuvent être présentées comme suit :

- Prévention et Prise en charge correcte de la malnutrition aiguë sur toute la pyramide sanitaire avec comme principe de base d'assurer le continuum des soins;
- Prévention de la malnutrition chronique durant la fenêtre d'opportunité

- des 1000 premiers jours de l'enfant;
- Renforcement de la surveillance épidémiologique de la malnutrition ;
- Prévention et prise en charge correcte des carences en micronutriments notamment l'anémie, la carence en vitamine A, les TDCI et le Zinc;
- Prévention et prise en charge des maladies infectieuses et parasitaires ayant un impact sur la nutrition ;
- Renforcement de la prise en charge nutritionnelle des adolescentes, de la femme enceinte, du post-partum et de la femme allaitante ;
- Renforcement de l'intégration de la santé maternelle dans la prévention et la prise en charge de la malnutrition chez la mère et l'enfant
- Amélioration de la prise en charge des maladies chroniques liées à l'alimentation et à la nutrition ;
- Mise à l'échelle des cliniques mobiles pour la prise en charge nutritionnelle dans les zones d'accès difficile (zones pastorales, les îles, les zones désertiques et les villages isolés) ;
- Amélioration de la prise en charge nutritionnelle des personnes âgées, des hospitalisés de longue durée, des malades en post-traumatique, des tuberculeux, des personnes vivants avec le VIH, des handicapés physiques et mentaux, des enfants de la rue, des prisonniers de droit commun et des très pauvres des villes ;
- Vulgarisation des plantes à hautes valeurs nutritives et du petit élevage ;
- Renforcement de l'hygiène, de l'assainissement et de la qualité de l'eau ;
- Renforcement des filets sociaux ;
- Elaboration et/ou renforcement des documents stratégiques relatifs aux politiques nationales et à la gestion de la nutrition et de l'alimentation...

Le système de suivi et évaluation repris dans le PAINA est multisectoriel et basé sur les 6 objectifs globaux de nutrition fixés par l'Assemblée Mondiale de la Santé. Il est fondé aussi sur les principes de la gestion axée sur les résultats et adossé au système national qui vise à harmoniser et à standardiser les différentes interventions des axes stratégiques relatives à la mise en œuvre de la PNNA. Le système de suivi et évaluation est fondé sur le triptyque suivi, enquêtes et évaluation. Le suivi est réalisé annuellement et inclut les revues semestrielles et annuelles conjointes SNU-gouvernement.

Le financement de la nutrition est en grande partie soutenu par les SNU. L'Etat n'intervenait qu'à travers la prise en charge du personnel de l'état dédié à cette tâche et la mise en place des structures de l'Etat. Il n'existait pas une ligne budgétaire allouée à la nutrition dans les anciens plans nationaux. Cependant, le nouveau Plan National du Développement 2017-2021 prévoit une ligne de 43 443 140 000 de FCFA soit \$ 86 886 280 USA. Le PAINA validé par le CNNA en 2017 présente un budget de 204 344 277 102vde FCFA soit\$ 408 688 554USA pour la nutrition. Ainsi le Gouvernement a donné un engagement fort pour le financement de la nutrition. Des promesses ont été faites par les bailleurs pour le financement du PND lors de la table ronde organisée en 2017 à Paris.

Le mécanisme de financement du plan d'action intersectoriel est basé sur:

- La mise en place d'un fonds souverain qui sera financé par le budget national de développement et la création d'une taxe d'accises spécifiques d'une part et permettant de mobiliser les financements internationaux d'autre part ;

- L'introduction du financement basé sur la performance qui constituera la base d'allocation aux Agences d'exécution qui seront contractualisées.
- La mise en place d'un programme de transfert monétaire direct conditionnel aux ménages qui constituera un des instruments de passage à l'échelle pour le ciblage des interventions afin d'améliorer à court terme les indicateurs de malnutrition.

On note un engagement fort du Gouvernement Tchadien, des promesses de financement des partenaires techniques et financiers et un alignement de tous les acteurs sur le PND et le PAINA. Mais la validation de ces deux documents est très récente pour parler de leurs exécutions effectives sur le terrain.

IV – Soutien actuel des Agence UN:

Les engagements des différentes Agences des NU pour le Tchad sont consignés dans un document stratégique commun appelé UNDAF 2017-2021 (Plan cadre des Nations Unies d'Assistance au Développement. Ce document est parfaitement aligné sur la Vision 2030 et sur son Plan Quinquennal 2017-2021

Le SNU soutient le combat contre les causes sous-jacentes des vulnérabilités structurelles qui affectent le pays, et d'assurer le lien entre humanitaire et développement.

et a été formulé sur la base du diagnostic stratégique du pays. Il constitue le cadre de partenariat stratégique entre le système des Nations Unies et le Gouvernement du Tchad pour les cinq prochaines années.

Sur la base de ses avantages comparatifs, de ces principes de programmation, le système des Nations Unies (SNU) entend appuyer le gouvernement d'ici 2021 à contribuer :i) au développement du capital humain, ii) au renforcement de mécanismes de protection sociales en faveur des groupes vulnérables, iii) à l'amélioration de la gestion des crises et catastrophes, iv) au renforcement de la durabilité des systèmes de production, et à la promotion de la gouvernance, de la paix et de la sécurité.

L'UNDAF 2017-2021 se nourrit aussi des stratégies régionales dont la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) et les priorités du pays relatives à l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience (AGIR) ainsi que les Objectifs de Développement Durables (ODD) qui sont adaptés aux besoins et réalités nationaux, les leçons tirées de la mise en œuvre des cadres stratégiques intérimaires du SNU, des plans de réponse humanitaire (HRP) et les rapports d'évaluation successifs des OMD. Le SNU soutient le combat contre les causes sous-jacentes des vulnérabilités structurelles qui affectent le pays, et d'assurer le lien entre humanitaire et développement. Il fixe ainsi les orientations prioritaires pour le SNU, à l'horizon 2021, et décline la stratégie des Nations Unies dans le cadre du renforcement de son unité d'action au Tchad.

Pour matérialiser leur cadre de coopération et d'assistance au Gouvernement du Tchad, les différentes Agences ont signé un Mémorandum qui se matérialise par une élaboration annuelle d'un plan de travail leur permettant de travailler ensemble depuis 2013. Dans cet élan de "Delivery As One" dans le domaine de la nutrition, le Réseau des Nations Unies pour le SUN a été formalisé en Janvier 2016 et est actuellement opérationnel avec 5 Agences notamment le PAM, UNICEF, UNFPA,

FAO et l'OMS. Ce réseau reste ouvert à toutes les Agences NU qui interviennent directement ou indirectement à renforcer la nutrition. Ce réseau collabore étroitement avec le Comité Technique Permanent pour la nutrition et l'Alimentation (CTPNA), cadre technique de coordination de la nutrition au niveau national qui se décline au niveau régional en CRNA et avec les huit autres réseaux SUN opérant dans le pays.

Les Agences NU ont défini dans un cadre commun avec trois résultats stratégiques et sept effets qui se subdivisent en plusieurs produits tels que décrits dans le graphique ci-dessous :

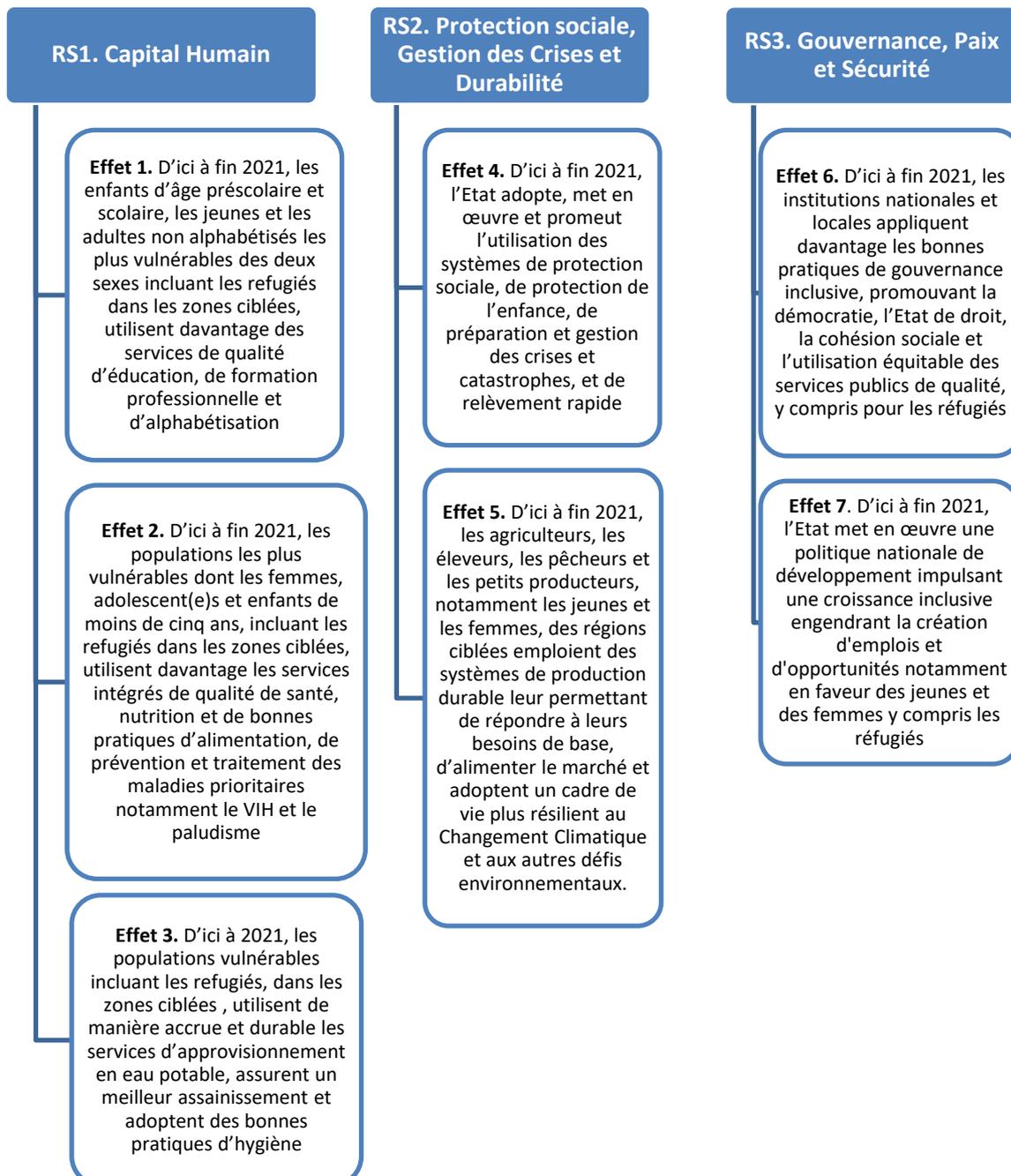


Figure5 : Les axes stratégiques et les effets de l'UNDAF

En outre, pour asseoir ses actions, le SNU a posé plusieurs autres actions stratégiques du domaine de la nutrition parmi lesquels la définition des termes de références pour cadrer ses actions en nutrition, un plan d'action annuel de nutrition, une contribution décisive à l'étude sur les couts de la faim, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes conjoints de nutrition (Programme conjoint de production locale et de fortification d'alimentaire de complément – Pro-Fort), l'inventaire des actions des Agences de l'ONU pour la nutrition et l'organisation d'une retraite qui a été consacrée essentiellement à l'analyse des résultats de l'inventaire et la définition de sa vision pour la nutrition et les résultats attendus de son assistance au Gouvernement du Tchad dans la lutte multisectorielle contre la malnutrition dans le pays etc.



Figure 6 : Intervention conjuguée des Agences des Nations Unies (PAM, UNICEF, OMS) au Guéra

V – Vision des Agences NU:

L'Agenda des Nations Unies pour la nutrition se veut un document conforme aux objectifs stratégiques définis dans le cadre stratégique d'assistance (UNDAF) à travers ses différents effets. Il constitue la réponse contributive des Nations Unies aux défis prioritaires de développement identifiés dans la vision 2030 du pays et déclinés dans le Plan National du Développement (PND). Il vise à éclairer les processus de planification conjointe des Nations Unies pour la nutrition. La vision

des Nations Unies pour la nutrition au Tchad, s'appuie non seulement sur les résultats de l'Inventaire des actions de nutrition, mais sur l'ensemble des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre des interventions nutritionnelles spécifiques que sensibles par l'ensemble des Agences et des avantages comparés du SNU ainsi que les priorités du Gouvernement en matière de nutrition. L'Agenda des Nations Unies oriente les modalités du travail conjoint des Nations Unies pour faire face à cette problématique multisectorielle de la nutrition, du développement et aux lacunes programmatiques de nutrition observées dans le pays.

Ainsi donc, au cours d'une retraite organisée par les Agences des Nations Unies intervenant dans le domaine de la nutrition, une vision consensuelle de l'ONU pour la nutrition au Tchad a été définie comme suit : « ***Le Système des Nations Unies dispose d'un cadre pour appuyer de façon coordonnée et synergique le Gouvernement dans la mise en œuvre à l'échelle d'interventions de nutrition contribuant au bien-être de la population tchadienne*** ».

Les changements attendus en termes de résultats sont ceux définis pour le réseau NU au niveau pays. Il s'agit de :

- Les documents stratégiques et normatifs sont validés, adoptés et mis en œuvre
- Les populations ont pris conscience du problème de la malnutrition, utilisent les services de nutrition et adoptent de bonnes pratiques pour la prévention de la malnutrition
- Les capacités en nutrition sont accrues pour appuyer la mise à l'échelle des services spécifiques et sensibles de nutrition
- Les interventions multisectorielles en matière de la nutrition des NU sont coordonnées et harmonisées en garantissant un lien entre les actions des urgences et de développement pour accroître l'efficacité et la redevabilité
- Les bonnes pratiques sont capitalisées, partagées et les actions innovantes sont entreprises

Le SNU dispose d'un cadre pour appuyer de façon coordonnée et synergique le Gouvernement dans la mise en œuvre à l'échelle d'interventions de nutrition contribuant au bien-être de la population tchadienne.

VI – Se tourner vers l’avenir :

L’élaboration de l’Agenda des Nations Unies pour la nutrition entend aussi mettre en œuvre les recommandations du Comité directeur du Réseau des Nations Unies à l’intention des pays, de prendre des mesures pour renforcer la pertinence, l’efficacité et l’efficacité des contributions de l’ONU à la nutrition. L’agenda articule les objectifs du Réseau des Nations Unies à renforcer les capacités nationales en matière de gouvernance de la nutrition et de mise à

Les exemples des programmes conjoints comme le Pro-Fort doivent être consolidés, renforcés pour permettre aux Agences de joindre leurs efforts dans l’action afin de mieux capitaliser les bonnes pratiques en matière de nutrition

l’échelle des actions de nutrition ; et d’accroître l’efficacité du Réseau des Nations Unies en appui aux efforts nationaux de nutrition. Ces objectifs soutiennent la réalisation de tous les ODD et l’Agenda 2030 avec un accent particulier sur l’objectif 2, dans le cadre du Mouvement SUN.

- Les domaines d’intervention stratégiques :

Les résultats de l’inventaire des interventions nutritionnelles des Agences des Nations Unies au Tchad conduite par le REACH en 2016, ont montré que la moitié des domaines thématiques en nutrition au Tchad sont appuyés par plus d’une Agence des NU, ce qui offre des possibilités d’identifier les complémentarités, d’exploiter les synergies et de réduire les chevauchements ; et que toutes les actions de gouvernance multisectorielle de la nutrition ont été appuyées par au moins deux Agences des Nations Unies consultées. Cinq (5) actions de nutrition sont simultanément appuyées par plus d’une Agence NU consultée, ce qui soulève des opportunités de collaboration et de ciblage coordonné. Les investissements des NU dans les actions de la catégorie Alimentation, agriculture et régimes sont principalement de tailles très importantes. Cependant, les investissements dans la catégorie Soins maternels et infantiles sont souvent de petites échelles pour certaines Agences et très importantes pour d’autres. Les actions de nutrition appuyées par les Agences des NU consultées sont pour la grande majorité alignées avec les priorités du PAINA (2017-2021) mais ces actions n’ont pas toujours des objectifs explicitement nutritionnels. Partant de ces résultats (inventaire), les domaines d’intervention stratégiques de l’Agenda des Nations Unies pour la nutrition ont été définis et cela en conformité avec les effets de l’UNDAF et en appui à l’atteinte des objectifs de la PNNA et des ODD.

- Les résultats attendus et les produits

La vision de l’agenda des Nations Unies pour la nutrition comprend 5 objectifs stratégiques qui ont été définis par l’ensemble des Agences membres du Réseau des Nations Unies pour le SUN au Tchad au cours de la retraite des Nations Unies tenue au mois de Mai 2017 comme suit :

- **Résultat 1 : Les documents stratégiques et normatifs sont validés, adoptés et mis en œuvre (Effets 2)**

Plusieurs documents de stratégie de nutrition ont été élaborés au cours de ces dernières années. Certains sont adoptés et d'autres validés techniquement mais pas encore adoptés par le Gouvernement du Tchad. Les Nations Unies soutiendront le gouvernement du Tchad à valider et adopter ces différents documents stratégiques tel que la Stratégie de communication sur la nutrition et normatifs comme le Code de commercialisation des substituts du lait maternel.

Produits attendus :

- Plaidoyer pour l'adoption des documents stratégiques et l'accès aux financements domestiques pour la mise à l'échelle de la nutrition est renforcé ;
- Les mécanismes de gouvernance de la nutrition sont renforcés et pérennisés ;
- Les objectifs SMART de nutrition sont mis en place à l'échelle nationale.

Résultat 2 : Les populations ont pris conscience du problème de la malnutrition, utilisent les services de nutrition et adoptent de bonnes pratiques pour la prévention de la malnutrition (Effets 2)

En dépit des efforts du Gouvernement du Tchad pour positionner la nutrition au centre de ses projets de développement, du renforcement de la résilience et de réduction de la pauvreté etc., des efforts restent à faire pour augmenter la perception et les solutions potentielles aux problèmes de la malnutrition dans le pays. La mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer soutenue auprès des décideurs, des actions de communication, d'éducation et de sensibilisation auprès des populations permettraient de mieux faire prendre conscience de l'existence de ce problème qui freine l'épanouissement du pays, faciliter la mise en œuvre effective des Politiques, des stratégies et des interventions à efficacité prouvée axées essentiellement sur la fenêtre d'opportunité de 1000 jours (Séries Lancet, 2008 et 2013).

Produits attendus :

- Les populations savent reconnaître les signes de la malnutrition et comprennent ses déterminants et conséquences ;
- L'accès aux services de nutrition préventive et curative est renforcé pour favoriser l'accès et l'utilisation par les populations ;
- Les populations connaissent et adoptent les pratiques essentielles pour la prévention de la malnutrition ;
- Les populations ont accès à une alimentation équilibré et diversifié.

Résultat 3 : Les capacités en nutrition sont accrues pour appuyer la mise à l'échelle des services spécifiques et sensibles de nutrition (Effets 2)

Pour renforcer la prise de conscience de la problématique de la nutrition, un intérêt spécial sera accordé à la vulgarisation des bonnes pratiques au niveau communautaire. Un effort soutenu sera mis en œuvre pour renforcer les capacités de structure de formation et de coordination au niveau central et régional afin de mettre à l'échelle les interventions nutritionnelles. Les études seront menées et rendues disponibles dans une base de données et seront utilisées pour l'adaptation contextuelle des activités et interventions développées dans le cadre de la lutte contre l'insécurité nutritionnelle.

Produits attendus :

- Les plateformes de coordination multisectorielles nationales sont fonctionnelles et reflètent les enjeux régionaux ;
- Les plateformes régionales sont fonctionnelles et intègrent la nutrition ;
- Les capacités des acteurs nationaux et régionaux sont renforcées pour la planification, suivi et capitalisation des interventions nutritionnelles ;

Résultat 4 : Les interventions multisectorielles en matière de la nutrition des NU sont coordonnées et harmonisées en garantissant un lien entre les actions des urgences et de développement pour accroître l'efficacité et la redevabilité (Effets 2 et 4)

Le modèle multi sectoriel de nutrition appelle à des initiatives globales inter-organisationnelles qui promeuvent la participation des personnes concernées, la coopération interdisciplinaire et inter organisationnelle, et la collaboration et la coordination entre les secteurs clés de la nutrition, mais sans s'y limiter, ceux de la santé, de l'agriculture, d'éducation, de l'eau et d'assainissement, le secteur industriel et législatif etc.

Depuis l'adhésion du Tchad à l'initiative REACH et au mouvement SUN en 2012 et 2013 et pour rendre viable l'approche multisectorielle au Tchad, tous les acteurs de nutrition se retrouvent mensuellement autour du Point focal du mouvement SUN pour discuter et mettre en œuvre des plans et des stratégies multisectoriels pour venir à bout de la malnutrition récurrente dans le pays.

Les Nations Unies soutiendront les efforts multisectoriels et multi-acteurs afin d'infléchir les courbes et les tendances de différentes formes de malnutrition dans le pays et plus particulièrement dans la bande sahélienne, qui vit dans l'état d'urgence depuis plus d'une décennie. Les actions énergiques seront entreprises pour harmoniser et s'assurer des liens et le continuum entre les actions des urgences et de développement pour accroître l'efficacité et la redevabilité.

Produits attendus :

- Un réseau élargi à toutes les Agences intervenant dans la nutrition est fonctionnel avec les Point focaux dans les régions ;
- Les interventions multisectorielles de la nutrition sont basées sur une programmation conjointe ;
- Un système de suivi conjoint des interventions est opérationnel et alimenté régulièrement par des données (informations);
- Un Plan de transition, de contingence entre l'urgence et le développement est défini.
- La communication et la coordination entre l'urgence et le développement sont renforcées

Résultat 5 : Les bonnes pratiques sont capitalisées, partagées et les actions innovantes sont entreprises (Effets 2)

Le réseau des Nations Unies pour la nutrition est opérationnel au Tchad depuis 2016 avec 5 Agences (PAM, UNICEF, FAO, OMS et UNFPA). Plusieurs actions visant à fédérer les efforts des Agences NU ont été entreprises tel que la mise en place d'un programme conjoint : e Pro-Fort. Ces efforts doivent être consolidés et renforcés pour permettre aux Agences de mieux capitaliser les bonnes pratiques en matière de nutrition.

Produits attendus :

- Les inventaires sont organisés régulièrement pour déceler les bonnes pratiques et les innovations en nutrition ;
 - Les recherches opérationnelles sur nutrition sont soutenues par le SNU ;
 - Un cadre pour la capitalisation, la validation et la mise en œuvre des bonnes pratiques et des innovations est mis en place ;
 - L'adoption et la mise en œuvre à l'échelle des bonnes pratiques et des innovations est suivi ;
 - Une plateforme pour la promotion, et la visibilité des bonnes pratiques est mise en place.
- **Les actions immédiates/priorités**

L'analyse de la situation nutritionnelle montre que le retard de croissance aussi bien que l'émaciation s'observent partout à travers le pays avec une acuité qui varie d'une région à une autre et parfois dépassant les seuils d'urgence particulièrement dans la bande sahélienne pour l'émaciation. Le retard de croissance présente un taux très élevé à l'Ouest du pays dans les régions du Lac, Kanem et du Bahr El Gazal. Cependant, jusqu'à nos jours les interventions des Nations Unies plus orientées vers les réponses à l'urgence nutritionnelle se concentrent dans l'Est dans les régions de Wadi-Fira et du Ouaddaï. Une mise à l'échelle des interventions de nutrition aussi bien sensitive et spécifique est d'une nécessité absolue. Pour ce faire, les Nations Unies s'attèleront à accroître les capacités institutionnelles des services spécifiques et sensibles à travers le renforcement des différentes institutions publiques impliquées dans la lutte contre la malnutrition dans le pays, pour s'assurer que les politiques de formation sectorielle prennent en compte l'élément nutritionnel dans leurs actions et les rendant du coup comptable à l'atteinte des objectifs stratégiques du PNNA. Cela impliquerait le renforcement des systèmes (institutionnels et communautaires) afin d'améliorer de façon durable et équitable les effets de leurs interventions en faveur de la nutrition. Pour ce faire, six éléments clés doivent être pris en compte par le système des Nations Unies pour soutenir le renforcement des capacités techniques et opérationnelles à travers :

1. Les politiques : définir les approches stratégiques sectorielles pour mieux lutter contre la malnutrition, clarifier les rôles et mandats des acteurs et gérer les différents besoins ;
2. Le financement : garantir un financement domestique juste et durable qui prend en compte les aspects nutritionnels dans la vision sectorielle ;
3. Les ressources humaines : mettre en place des effectifs suffisants et productifs ;
4. La gestion des services : améliorer l'organisation, la gestion et la qualité des services
5. Mise en place de système d'alerte précoce de nutrition : Mettre à l'échelle le système d'information nutrition afin de capturer précocement la détérioration de la situation nutritionnelle dans le pays et organiser la réponse conséquente ;
6. Les systèmes d'information et de suivi : renforcer le système d'information de la nutrition basée sur des informations venant des institutions ou des enquêtes de population.

VII - Mesurer les succès obtenus :

Les indicateurs pour mesurer les succès obtenus par les des Agences des Nations Unies sont basés sur les résultats de l'agenda définis dans le chapitre VI.

Le succès est également mesuré avec des indicateurs SMART tels que définis dans le PAINA et basé sur les 6 objectifs globaux de nutrition fixés par l'Assemblée Mondiale de la Santé.

Indicateurs pour le Résultat 1 : Les documents stratégiques et normatifs sont validés, adoptés et mis en œuvre

- % de documents stratégiques adoptés ;
- % des CRNA fonctionnelles ;
- % des programmes de nutrition ayant des interventions communautaires.

Indicateurs pour le Résultat 2 : Les populations ont pris conscience du problème de la malnutrition, utilisent les services de nutrition et adoptent de bonnes pratiques pour la prévention de la malnutrition

- % des populations qui connaissent les déterminants de la malnutrition ;
- % de couverture des programmes de nutrition pour enfants et femmes enceintes et allaitantes ;
- % des populations qui connaissent au moins 2 actions essentielles de la nutrition ;
- % des ménages avec un score de diversité et de consommation alimentaire acceptable.

Indicateurs pour le Résultat 3 : Les capacités en nutrition sont accrues pour appuyer la mise à l'échelle des services spécifiques et sensibles de nutrition

- % des Réunions CNNA, CTPNA et CRNA réalisées ;
- % des plateformes régionales actives avec des interventions nutritionnelles ;
- % des acteurs formés et appuyés au niveau national et régional sur la planification, le suivi et la capitalisation des interventions nutritionnelles ;

Indicateurs pour le Résultat 4 : Les interventions multisectorielles en matière de la nutrition des NU sont coordonnées et harmonisées en garantissant un lien entre les actions des urgences et de développement pour accroître l'efficacité et la redevabilité

- % des Agences NU (intervenant dans le domaine de la nutrition) impliquées dans le Réseau NU au niveau central et régional;
- % des missions conjointes pour les interventions multisectorielles ;
- % des outils de suivi commun élaborés;
- % de plan de contingence commun élaborés ;

Indicateurs pour le Résultat 5 : Les bonnes pratiques sont capitalisées, partagées et les actions innovantes sont entreprises

- % des inventaires réalisés ;
- % des projets de recherches opérationnelles sur la nutrition soutenues par le SNU ;
- % des œuvres de bonnes pratiques et des innovations capitalisés;
- % des projets innovants mis en œuvre ;

Indicateurs pour les actions immédiates :

- Les politiques : % de documents stratégiques sectorielles élaborés pour mieux lutter contre la malnutrition, clarifier les rôles et mandats des acteurs et gérer les différents besoins ;
- Le financement : % des financements domestiques juste et durable qui prennent en compte les aspects nutritionnels dans la vision sectorielle ;
- Les ressources humaines : % du personnel qualifié pour la mise à l'échelle des interventions de nutrition ;
- La gestion des services : % des structures de service performant ;
- Mise en place de système d'alerte précoce de nutrition : % des régions couvertes et nombre de bulletins publiés ;
- Les systèmes d'information et de suivi : % de Promptitudes et de complétudes des données provenant des régions ;

Le succès sera être également mesuré avec des indicateurs SMART définis dans le PAINA et basé sur les 6 objectifs globaux de nutrition fixés par l'Assemblée Mondiale de la Santé.

Ces six (6) indicateurs sont :

- Réduire de 40 % le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance ;
- Réduire de 50 % l'anémie chez les femmes en âge de procréer ;
- Réduire de 30 % l'insuffisance pondérale à la naissance ;
- Pas d'augmentation du pourcentage d'enfants en surcharge pondérale ;
- Porter les taux d'allaitement maternel exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50 % ;
- Réduire et maintenir au-dessous de 5 % l'émaciation chez l'enfant.

L'appropriation et la pérennisation de ce document stratégique des Nations Unies peuvent se faire par le réseau NU de SUN et l'équipe pays des Nations Unies (UNCT). Les éléments présentés dans cet agenda sont ambitieux mais si on se donne les moyens qu'il faut en ressources humaine et financière et surtout en approche, ils seront réalisables. La mobilisation des ressources telle que prévue dans le PND et le PAINA sera nécessaire.

VIII - Annexes à l'Agenda :

Les Agences des Nations Unies travaillent le plus souvent sur les mêmes thématiques. L'analyse des inventaires a montré que La moitié des domaines thématiques en nutrition sont appuyés par plus d'une Agence des NU, ce qui offre des possibilités d'identifier les complémentarités, d'exploiter les synergies et de réduire les chevauchements.

Les agences des nations unies sont bien alignées sur les objectifs du plan d'action intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation du Tchad

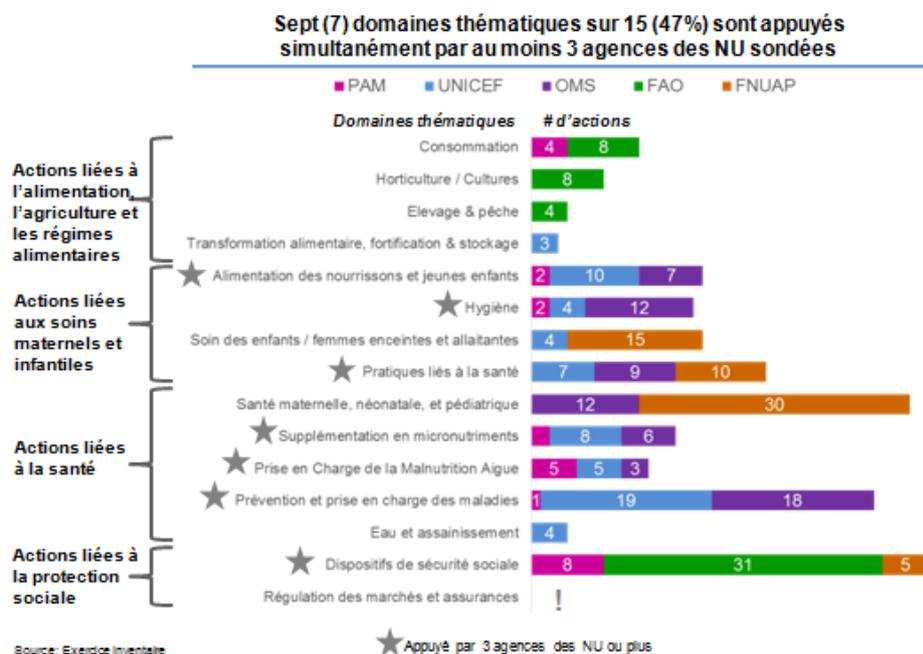


Figure 7 : Domaines thématiques appuyés par les Agences NU(inventaire NU, REACH 2016)

Par rapport à la concentration géographique des actions de l'ONU, l'inventaire a montré que certaines régions sont plus desservies que d'autre. Par exemple les régions de Wadi-Fira et Ouaddaï reçoivent les plus grands nombres d'actions de nutrition de la part des Agences NU sondées, tandis que Tibesti et l'Ennedi Ouest n'en reçoivent aucune.

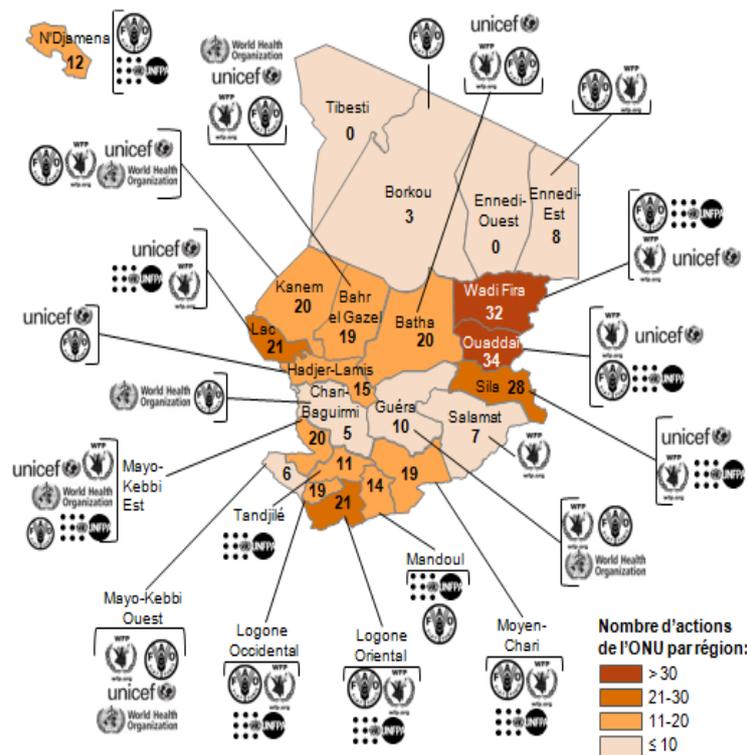


Figure 8 : Concentration des Agences NU dans les différentes Régions (inventaire NU, REACH 2016)

Le Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation du Tchad est un cadre d'actions pertinentes et cohérentes de passage à l'échelle des interventions spécifiques et sensibles de nutrition, matérialisant ainsi la mise en œuvre effective, efficace et efficiente des engagements du Tchad vis-à-vis de la communauté internationale, dans le cadre de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et ceux de l'Assemblée Mondiale de la Santé de juin 2012.

Les Agences des Nations Unies sont bien alignées sur les objectifs du plan d'action intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation du Tchad qui sont traduits en trois objectifs majeurs :

- Assurer aux Tchadiens l'accès aux denrées alimentaires en quantité et en qualité suffisantes et de façon pérenne, en particulier pour les plus pauvres ;
- Réduire de façon significative et durable la mortalité et la morbidité liées aux problèmes de nutrition et d'alimentation, en particulier par la prévention et la prise en charge correcte de la malnutrition et à tous les niveaux ;
- Promouvoir des comportements alimentaires et nutritionnels adéquats afin de garantir un développement du capital humain.

Par ailleurs, ce Plan d'Action Intersectoriel de la Nutrition et de l'Alimentation prend aussi en compte un certain nombre d'instruments internationaux auxquels le Tchad a adhéré à savoir :

- L'Agenda 2030 des Nations Unies sur les Objectifs de Développement Durable
- La déclaration de Rome sur la Nutrition de 2015
- La résolution A76.15 des Nations Unies sur la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant de 2012

- La Resolution70/ 259 des Nations Unies sur la décennie d'action des Nations Unies pour la Nutrition du 1er avril 2016
- Le guide diététique OMS/FAO
- Le codex alimentarius sur les standards internationaux en matière d'aliments
- Le code de marketing des substituts de lait maternel.

Les actions clés de nutrition au Tchad où les domaines clé sont présentés dans le PAINA comme suit :

- Promouvoir une nutrition adéquate des adolescents, femmes en âge de procréer, enfants de moins de 5 ans et les groupes à besoins spécifiques ;
- Renforcer la participation communautaire et l'adoption de pratiques familiales essentielles ;
- Améliorer la disponibilité et l'accessibilité de nourriture de qualité dans les ménages ;
- Renforcer l'intégration de la nutrition dans la prise en charge des maladies de l'enfant y compris la malnutrition aiguë en situation d'urgence;
- Améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement ;
- Améliorer la Gouvernance, Coordination, Génération d'évidences, Communication et Surveillance nutritionnelle ;
- Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des intervenants institutionnels et communautaires ;
- Renforcer le contrôle de qualité et l'innocuité des aliments ;
- Renforcer la nutrition et l'alimentation dans le système éducatif.

Références bibliographiques

1. MEPD-Tchad, 2017. Plan National de Développement, N'Djaména 76p
2. Tchad, 2014 Politique nationale de Nutrition et d'Alimentation 2014 - 2025 N'Djaména 61p
3. MEPD-Tchad 2016 Le Coût de la faim, N'Djaména p77
4. MEPD-Tchad 2015 Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples au Tchad (EDS-MICS) 214-2015 Ndjaména p63
5. MSP-Tchad & UNICEF 2016. Evaluation nationale de la situation nutritionnelle par la méthodologie smart au Tchad, Ndjaména p24
6. MSP-Tchad, 2017. Plan d'action Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation (PAINA) 2017-2021, N'Djaména 38p
7. MSP-Tchad & UNICEF 2017. Note de présentation synthétique des résultats anthropométrique et de mortalité rétrospective de l'enquête nationale de nutrition chez les enfants de 0 à 59 mois Ndjaména p10
8. MINAGRI-Tchad, 2016. Evaluation de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en situation d'urgence (EFSA) (résumé), N'Djaména P4
9. MINAGRI-Tchad, 2016. Enquête National sur la Sécurité Alimentaire (ENSA) (résumé), N'Djaména P3
10. SUN, 2016. UN Network for SUN Strategy (2016–2020), Genève 48 p
11. NU, 2016. Agenda Mondial des Nations Unies Pour La Nutrition (UNGNA v. 1.0) New York 48p
12. NU, 2017. Plan cadre des Nations Unies d'Assistance au Développement (UNDAF) 2017-2021, N'Djaména 49p
13. NU, 2000, 4th report on the world situation (ACC/SCN) New York p144
14. NU Tchad, 2017 Rapport de l'Atelier stratégique sur les contributions de l'ONU à la nutrition au Tchad N'Djaména p20
15. NU REACH Inventaire des Agences des Nation Unies ;